

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 18/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GARDET ET DE BEZENAC**

582, rue des Tilleuls  
Lieu-dit Le Gal  
76970 Grémonville

Références : 2025.04.T.231.SB.ChH  
Code AIOT : 0005805127

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement GARDET ET DE BEZENAC implanté 582, rue des Tilleuls Lieu-dit Le Gal 76970 Grémonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2025, l'inspection s'est rendue le 27 mars 2025 sur le site de la société GARDET ET DE BEZENAC situé au n° 582, rue des Tilleuls à GRÉMONVILLE (76970), afin de vérifier la conformité de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2020 et notamment celles concernant le portique de détection de la radioactivité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GARDET ET DE BEZENAC
- 582, rue des Tilleuls Lieu-dit Le Gal 76970 Grémonville
- Code AIOT : 0005805127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GARDET ET DE BEZENAC est autorisée par arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 pour l'exploitation d'installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage ; de tri, transit et regroupement de déchets, de valorisation des déchets plastiques, de démantèlement d'unités ferroviaires, de traitement de pièces recouvertes de peinture au plomb ou d'amiante et de déchetterie réservée aux professionnels.

**Thèmes de l'inspection :**

- Radioactivité

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Autres limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.2.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Mise à jour des études d'impact et de dangers	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Zonage de dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.5.2 et 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déchets Interdits	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.3.2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il est attendu de la part de l'exploitant des améliorations :

- sur le suivi de ses installations : réparer le portail du bassin incendie n°2, laisser libre et renforcer la voie d'accès au bassin incendie n°3, améliorer le contrôle du niveau d'eau dans les bassins incendie, vérifier annuellement le radiamètre, réaliser le marquage au sol pour signaler la zone ATEX de la station service, lever les 2 observations du contrôle des installations électriques du bâtiment de désamiantage et évacuer un déchet de bouteille d'acétylène et réparer le bardage du bâtiment de désamiantage ;
- sur l'exploitation de ses activités : réaménager la zone de découpage au chalumeau et préciser les conditions de stockage des bouteilles d'oxygène susceptibles d'être présentes sur le site.

Et concernant la problématique des déchets radioactifs issus du milieu hospitalier, elle est désormais traitée à la source chez le producteur qui va installer un portique de détection de la radioactivité d'ici la fin de l'année 2025. Dans cette attente, l'exploitant doit préciser à l'inspection la procédure mise en place dans le cas d'un refus au SMEDAR suite à un déclenchement du portique sachant que le site de Grémonville n'est pas autorisé à réceptionner, même temporairement des déchets radioactifs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autres limites de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.2.3.2		
<b>Thème(s) :</b> Autre, Quantités reçues et hauteurs limites		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les quantités de déchets et hauteurs maximales occupées par les déchets présents sur le site sont indiquées ci-après :		
	Quantité annuelle reçue	Hauteur maximale
Véhicules Hors d'Usage (VHU), en attente de dépollution	30 000 tonnes	3 m
Ferrailles et fontes	60 000 tonnes	6 m
Métaux non ferreux	10 000 tonnes	6 m
Papiers, cartons Plastique	40 000 tonnes 7 500 tonnes	Stockage vrac : 6 m Stockage balles : 4,5 m (soit 4 balles)
Autres déchets d'activités économiques non dangereux (mélange, refus de tri, verre...)	35 000 tonnes	Stockage en Benne Stockage en vrac : 6 m
Bois	30 000 tonnes	6 m
Déchets verts	1 500 tonnes	6 m
Déchets dangereux (dont amiante)	3 420 tonnes	Stockage en local sur racks ou caisse palettes 3 m pour les stockages des contenants vidés de leur contenu à l'extérieur
Déchets inertes (gravats)	90 000 tonnes	8 m

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les hauteurs maximales occupées par les déchets sur le site ne sont pas dépassées. L'inspection constate la présence d'eau (moins que lors de la dernière visite) dans le bâtiment de production. L'exploitant indique être intervenu au niveau de la toiture mais qu'a priori il y aurait un autre problème d'étanchéité sur la canalisation d'eau occasionnant une fuite.</p> <p><b><u>Demande n° 1 :</u></b> l'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> remédier au problème de fuite d'eau dans le bâtiment de production.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, activité de gestion de déchets radioactifs 2797
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection avait constaté une augmentation des déclenchements du portique de détection de radioactivité (4 déclenchements d'avril à août 2024) sur le site et principalement pour des déchets industriels et commerciaux banals (DICB) en provenance du CHU de Rouen, refusés à l'exutoire du SMEDAR suite au déclenchement de son portique.</p> <p>La procédure du SMEDAR prévoit le retour chez le producteur voire le transporteur lorsque la valeur du débit de dose mesurée au spectromètre est inférieure à 100 fois le bruit de fond ambiant mesuré avec le même spectromètre pour un stockage, le temps de la période de décroissance (allant de quelques heures à plusieurs semaines) avant renvoi. Gardet &amp; de Bezenac, en tant que transporteur des déchets, avait alors fait transiter sur son site de Grémonville les déchets, le temps de leur décroissance, avant réexpédition au SMEDAR et souhaitait étudier une solution pérenne (stockage en zone isolée) pour répondre à cette problématique.</p> <p>Depuis, l'exploitant a échangé avec le CHU de Rouen qui s'est engagé à traiter le problème à la source sur son site et confirme ne plus avoir besoin de procéder au stockage temporaire des déchets radioactifs issus des déchets industriels et commerciaux banals (DICB) du CHU de Rouen.</p> <p>La visite d'inspection du 13 mars dernier sur le site du CHU de Rouen confirme l'engagement sur la mise en service d'un portique de détection de la radioactivité d'ici la fin de l'année 2025. Les bacs de déchets passeront devant ce portique et en cas de déclenchement, une recherche manuelle du déchet radioactif sera effectuée à l'aide d'un spectromètre portatif, pour qu'il soit identifié et isolé dans le local dédié aux déchets radioactifs.</p>

L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets radioactifs sur le site.

**Demande n°2 :** Durant la période transitoire de mise en service du portique sur le site du CHU de Rouen, l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** préciser à l'inspection la procédure mise en place dans le cas d'un refus des déchets issus du CHU de Rouen au SMEDAR suite à un déclenchement du portique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Mise à jour des études d'impact et de dangers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Zone ATEX

#### **Prescription contrôlée :**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante des installations (produits, procédés mis en œuvre, mode d'exploitation ...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées. Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant

#### **Constats :**

L'inspection constate que l'identification de la zone ATEX autour de la station service n'est pas terminée, il reste le marquage au sol. L'exploitant indique attendre une période plus favorable pour réaliser le marquage au sol.

**Demande n°3 :** l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** réaliser le marquage au sol permettant d'identifier la zone ATEX de la station service qu'il pourra justifier par la transmission d'une photographie.

L'inspection constate la présence d'une bouteille d'acétylène dans le bâtiment principal qui n'est pas arrimée. L'exploitant indique que cette bouteille va être reprise par son producteur, erreur de tri dans une benne à ferraille et précise que ce genre d'erreur de tri est très rare, étant vigilant sur les apports des déchets (contrôle visuel).

**Demande n° 4 :** l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** confirmer la reprise de la bouteille d'acétylène par son producteur en justifiant par exemple par un bon d'enlèvement. Il veillera à créer en cas de présence de déchets de bouteilles de gaz, d'acétylène etc. une zone sécurisée et dédiée en attente d'évacuation vers une filière appropriée .

L'inspection constate également la présence de 11 casiers de bouteilles d'oxygène sur le site dont 8 sont vides. Il est rappelé à l'exploitant que le site n'est pas autorisé à stocker plus de 2 tonnes de bouteilles d'oxygène.

<p>L'inspection constate que les zones de stockages des bouteilles de gaz dans lesquelles sont susceptibles d'apparaître des atmosphères pouvant aggraver le risque d'incendie sont signalées par un pictogramme.</p> <p><b>Demande n°5 :</b> l'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> confirmer la quantité de bouteilles d'oxygène (en tonnes) susceptible d'être présente sur son site et le cas échéant de régulariser sa situation en déclarant la rubrique correspondante.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Déchets Interdits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, procédure de détection de la radioactivité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ne sont pas admis sur le site, quel que soit le type de déchets et quel que soit l'installation de traitement des déchets réceptrice :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, autres que ceux-ci réceptionnés au sein de la déchèterie où en provenance d'autres déchèteries ;</li> <li>- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n°1774/2002 ;</li> <li>- tout déchet dont la teneur en PCB, tel que défini dans le décret n°2001-63 du 8 janvier 2001, dépasse 50 ppm en/asse ; Les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;</li> <li>- tout déchet présentant l'une au moins des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>* chaud (température supérieure à 60 °C),</li> <li>* radioactif, c'est-à-dire qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,</li> <li>* pulvérulent non préalablement conditionné ou traité en vue de prévenir une dispersion,</li> <li>* à risque infectieux tel que défini dans le décret n°97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à des prélèvements inopinés ou non et à des analyses par un laboratoire indépendant sur tous les déchets présents sur le site.</p> <p>Une procédure de détection de la radioactivité et une procédure d'information et d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme sont établies et portées à la connaissance de l'inspection des installations classées. En particulier, un portique de détection de radioactivité est mis en place à l'entrée du site afin que chaque camion puisse être contrôlé.</p> <p>En cas de détection d'une source radioactive, le camion à l'origine du déclenchement est mis en quarantaine sur une aire spécifique (située entre le bassin de régulation et l'aire d'exploitation des ferrailles) et un périmètre de sécurité est mis en place à l'aide d'un radiamètre portable. L'inspection des installations classées est tenue informée de ce déclenchement.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente sa procédure d'information et d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme (à la date du 29 septembre 2023) qui n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection.</p> <p>La zone d'isolement des bennes radioactives se situe à proximité du bassin de régulation de 6 000 m<sup>3</sup> à l'ouest du site, elle est suffisamment éloignée des autres zones du site. L'exploitant indique qu'il envisage d'aménager cette zone (dalle béton, signalétique verticale et horizontale). L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets radioactifs sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Zonage de dangers internes à l'établissement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 71.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone de découpage des unités ferroviaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont conçues et aménagées de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre. Elles sont pourvues de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés.</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les <b>consignes</b> à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces <b>consignes</b> doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que la zone de découpage des VHU (unités ferroviaires) n'est pas suffisamment identifiée et sécurisée vis à vis notamment des projections pendant l'activité. Elle se situe à proximité du passage de véhicule et du personnel, mais aussi proche de dépôts de palettes bois. L'exploitant indique réfléchir à une autre zone qu'il envisage de délimiter par des blocs bétons, plus à l'ouest du site.</p> <p><b><u>Demande n°6 :</u></b> l'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> transmettre à l'inspection la nouvelle zone de découpage au chalumeau des VHU permettant de prévenir tout risque d'incendie et de propagation de feu sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les installations électriques (hors bâtiment de désamiantage) ont été vérifiées le 19 décembre 2024. Le rapport relève 6 observations et notamment le rapport Q18 associé conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a présenté un bon de commande signé du 24 février 2025 auprès d'un électricien pour répondre à ces observations. L'inspection constate également un impact sur le bardage du bâtiment. L'exploitant indique qu'une pelle a tapé le bardage mais sans toucher la partie béton de la structure ce que constate l'inspection le jour de la visite. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 16 avril 2024, un nouveau rapport de vérification des installations électriques levant les 6 observations relevées lors du contrôle du 19 décembre 2024. L'exploitant a également transmis le rapport de vérification du bâtiment de désamiantage (exploité en sous-traitance par la société SNADEC) du 24 janvier 2025, dont le rapport relève deux observations sur les blocs de sécurité dans les différentes zones ainsi que dans la zone curage.  <b><u>Demande n°7 :</u></b> l'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> procéder à la levée des 2 observations relevées dans le rapport de vérifications des installations électriques du bâtiment de désamiantage du 24 janvier 2025 qu'il justifiera à l'inspection par exemple par un bon d'intervention. Il procédera également à la réparation du bardage du bâtiment de désamiantage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle du portique de détection de radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

**Constats :**

L'inspection constate que le portique a été vérifié le 8 août 2024 par un organisme agréé qui conclut que les instruments (2 détecteurs à scintillation plastique et le coffret de traitement) du portique sont conformes aux conditions d'acceptation. Le portique est d'ailleurs réglé à 1,2 fois le bruit de fond et l'exploitant envisage de la passer à 1,5 fois. La valeur du seuil d'alarme dépend de la région dans laquelle se trouve le portique et dans la pratique, les seuils d'alarme sont de l'ordre de 2 fois le bruit de fond (source IRSN : institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), c'est d'ailleurs le cas du portique du SMEDAR.

L'inspection constate également que la dernière vérification du radiamètre date du 3 novembre 2023, ce matériel doit être vérifié tous les ans.

**Demande n° 8 :** l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** procéder à la vérification du radiamètre dont le rapport sera transmis à l'inspection. Il veillera à faire vérifier le matériel tous les ans.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.5.2 et 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Registre des relevés des hauteurs d'eau incendie

**Prescription contrôlée :****7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION.**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**7.5.3. RESSOURCES EN EAU.**

En référence au document technique D9, le débit d'eau d'extinction requis pour l'installation s'élève à 500 m<sup>3</sup>/heure pendant 2 heures. Ce débit peut être minoré si des mesures de prévention et de protection complémentaires sont mises en place dans les bâtiments tels que:- recoupements par murs coupe-feu avec blocs portes coupe-feu permettant de réduire la surface de référence;- installation d'extinction automatique. Trois réserves incendie (bassins) sont présentes sur le site :- Sud du site, à l'Ouest du bâtiment DID : 250 m<sup>3</sup>- Ouest de la déchèterie : 250 m<sup>3</sup>- Ouest du site (en aval du bassin de régulation) : 500 m<sup>3</sup>. Ces réserves incendie sont équipées d'aire de mise en aspiration et installées dans des zones non exposées aux effets thermiques.

**Constats :**

Le site dispose de 3 bassins incendies (de 250 m<sup>3</sup>, 500 m<sup>3</sup> et 1200 m<sup>3</sup>), alimentés par les eaux pluviales des toitures des bâtiments pour les bassins n°1 et 2 et par les eaux pluviales souillées du site après passage dans un dispositif de déshuileur/débourbeur pour le bassin n°3.

L'exploitant présente son registre de suivi du niveau d'eau dans les bassins incendie. L'inspection

constate que les relevés ne sont pas faits régulièrement et pas adaptés à la saison : contrôle mensuel en hiver alors qu'un seul en période estivale. De plus, le contrôle visuel reste peu précis, au niveau du fil d'eau de canalisations et à l'appréciation de la personne.

**Demande n°9 :** l'exploitant doit transmettre au plus tard sous un délai d'un mois le calcul de la hauteur d'eau minimale pour garantir le volume d'eau nécessaire dans chaque bassin incendie. Ensuite, il installera un dispositif (par exemple une échelle graduée) dans chaque bassin pour faciliter le contrôle visuel. Enfin, il doit adapter sa fréquence de contrôle à la saison, à minima une fois par mois d'avril à septembre.

L'exploitant indique qu'il a programmé en 2025 le nettoyage des bassins. D'ailleurs, l'inspection constate que le bassin tampon de 6 000 m<sup>3</sup> est en cours de nettoyage et curage.

**Commentaire n°1 :** l'exploitant doit s'assurer pendant la période de nettoyage des bassins incendie de toujours disposer de la quantité d'eau d'extinction requise pour l'installation de 1 000 m<sup>3</sup>. Il réalisera également une levée de doute sur l'étanchéité de tous les bassins.

L'inspection constate que le portail du bassin n°2 est endommagé.

**Demande n°10 :** l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** procéder à la réparation du portail d'accès au bassin incendie n°2.

Des traces au sol indiquent que des bennes sont parfois stockées devant le passage d'accès pompier au bassin n°3 qui n'est d'ailleurs pas suffisamment carrossable (présence d'ornière) pour permettre aux engins d'accéder à l'aire de mise en aspiration du bassin.

**Demande n° 11 :** l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** matérialiser la zone d'accès au bassin n°3 en interdisant tout stationnement et renforcer la voie d'accès au bassin n°3 pour garantir le passage des engins de pompiers jusqu'à l'aire de mise en aspiration .

Un robinet d'incendie armé (RIA) situé dans le bâtiment de production, est testé le jour de la visite et fonctionne correctement. L'inspection constate que le surpresseur dans le local destiné à alimenter les RIA du bâtiment de production a été remplacé et ne fuit plus. Les cuves d'eau destinées à alimenter les RIA sont pleines.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois